

Par contre, nous lisons dans la Résolution qui fut votée à la Conférence du 20 février 1937 (Bulletin n. 2 de la Ligue) « L'humanité se trouve devant ce dilemme, ou bien continuer à subir le capitalisme, mais alors sous sa forme la plus brutale mais aussi la plus adéquate à l'état de tension extrême des antagonismes sociaux : le **fascisme**, ou bien s'engager dans la voie du socialisme, grâce à la **révolution prolétarienne** et la dictature du prolétariat ». Ici perçue déjà, en substitution du dilemme capitalisme-socialisme, l'autre dilemme fascisme-socialisme, formule contenant l'altération profonde et définitive de la théorie de classe. Toute la vision des événements espagnols en est troublée. La guerre entre le gouvernement républicain et Franco, ne sera plus vue comme une forme imposée par la violence des situations au capitalisme afin de massacrer les travailleurs (l'équivalent donc de la manœuvre de compromission tentée par Barrios immédiatement après le 19 juillet), mais c'est sous la pression des ouvriers que Caballero et le Front Populaire se seraient chargés, malgré eux, d'une fonction qui ne serait plus capitaliste, mais prolétarienne ou philo-prolétarienne. Le rapport Hennaut contient à la page 8, la phrase suivante qui n'est pas occasionnelle mais la révélation de l'idée centrale qui l'inspire : « Si la vigilance et la volonté de lutte des ouvriers n'avaient pas dépassé le degré d'antifascisme des gouvernants, porte-parole du Front Populaire, il est certain que le fascisme espagnol serait vainqueur depuis longtemps ».

La thèse centrale du marxisme sur la conquête du pouvoir et suivant laquelle tout gouvernement capitaliste a une fonction spécifiquement et **uniquement** anti-prolétarienne, est remplacée par l'autre thèse du gouvernement obligé par les ouvriers à réaliser la politique contre-nature de la lutte antifasciste.

Au cours de la polémique contre notre fraction, Hennaut nous a souvent reproché notre schématisme, notre prétendu anti-marxisme, parce que nous nous obstinons à considérer que le dilemme fascisme-antifascisme reste dans les limites de la société capitaliste, de la domination bourgeoise et que la seule voie de salut qui s'offre au prolétariat, c'était la lutte de classe contre l'Etat capitaliste, celui de Franco, tout autant que

l'autre de Caballero. Hennaut écrit à la page 27 du rapport cité que : Nous savons que la défense de la démocratie n'est que le **côté formel** de la lutte, l'antagonisme entre le capitalisme et le prolétariat en étant son essence réelle. Et à condition de n'abandonner en aucune circonstance la lutte des classes, la tâche des révolutionnaires est d'y participer. Les questions de mots n'ayant d'importance que pour autant qu'elles révèlent de profondes divergences politiques, il résulte de la phrase que nous avons répétée, que le gouvernement républicain n'est que le côté formel de la substance politique que serait la lutte de classe du prolétariat. D'ailleurs, dans la résolution approuvée le 20 février 1937, nous lisons : « Déjà maintenant, la bourgeoisie, en réalité, n'est plus représentée dans le gouvernement de Madrid que par des pontificiens qui le représentent qu'eux-mêmes ». Les tragiques événements de Barcelone, en levant le drapeau de l'immobilité du front d'Aragon, au nom du « Plan de la victoire », le gouvernement républicain, le même, exactement le même de celui de février 1937, écrase dans le sang la résistance des ouvriers à une réorganisation de l'Etat bourgeois catalan, prouve nettement et cruellement la puissance anti-prolétarienne de ce gouvernement qui, d'après Hennaut était soumis à la vigilance des ouvriers.

Sur le terrain des principes, le dilemme démocratie-fascisme sera considéré par Hennaut, comme l'expression **formelle** de la lutte prolétarienne contre le capitalisme alors que, dans les Directives de 1931, ce même dilemme était considéré comme l'expression **substantielle** de la lutte du capitalisme contre le prolétariat.

Dans les dites « Directives » de 1931, nous lisons, sur le problème du parti « La prise du pouvoir, la destruction de l'Etat bourgeois, telles sont les principales étapes conduisant au socialisme. **Elles ne peuvent être franchies que par une classe ouvrière réellement consciente qui est parvenue à se créer les organes nécessaires à cette lutte.** (Souligné par nous, n. d. r.). Parmi ces dernières, figure la constitution d'un parti communiste réellement révolutionnaire incarnant la conscience du prolétariat, sa volonté de lutte, sa capacité d'organisation et la sûreté d'orientation nécessaire au triomphe final ». Ici l'existence du parti est présent-

tée comme une condition indispensable à la réalisation des conditions pour la lutte révolutionnaire, faute de quoi cette situation n'existe pas. Dans la résolution, la **condition** se transforme en une **tâche** et l'on parlera de « révolution espagnole » après avoir constaté que « Ni les anarchistes, ni le Poum ne remplissent cette fonction » (celle du parti donc).

L'appréciation de la situation avait évidemment une importance capitale car, suivant que l'on y découvrait les caractères révolutionnaires ou non, en résultait l'appel aux ouvriers pour participer en masse à la guerre « anti-fasciste », parce que « la lutte conséquente contre Franco pose le problème de la destruction du capitalisme », ou l'alerte aux ouvriers sur le cruel traquenard qu'on leur tendait, afin qu'ils se dirigent vers la transformation en guerre civile contre le capitalisme des deux guerres fasciste et anti-fasciste, les deux expressions actuelles de la guerre civile du capitalisme contre le prolétariat.

3. — La question qui a toujours formé le nœud des contrastes entre les marxistes et les révisionnistes, est réapparue dans les polémiques ayant abouti à la scission de la Ligue belge des Communistes Internationalistes. Dans la **lutte des classes**, les réformes de l'Etat bourgeois préparent la voie de leur suppression, le 24 juillet 1936 prépare le 4 mai 1937, les socialisations, les milices, les expropriations, que la résolution elle-même qualifie de « réformes », ne peuvent être réalisées que par un gouvernement ouvrier, après, donc la destruction de l'Etat capitaliste. La compatibilité provisoire entre l'Etat bourgeois et les socialisations révèle non un acheminement possible vers la transformation socialiste de la société, mais la dissimulation de l'ennemi pour faire face à une situation extrêmement tendue. Le devoir de ceux qui prétendent éclairer les esprits des ouvriers est de leur montrer le gouffre dans lequel ils tombent en n'apeçevant pas le marché que l'ennemi fait ; contre la cessation provisoire de la gestion de l'industrie, il obtient le massacre des centaines de milliers de travailleurs, en même temps que l'écroulement du prolétariat international tout entier.

La lutte des marxistes contre les réformistes ne portait nullement sur le fait

s'il fallait oui ou non conquérir de meilleurs positions pour les exploités, mais sur l'autre problème que le prolétariat ne pouvait jamais accepter de mener sa lutte sous la direction de l'Etat bourgeois réformé. La majorité de la Ligue, en qualifiant de guerre prolétarienne, la guerre d'Espagne a rejoint les positions des réformistes et des contre-révolutionnaires. Les prolétaires de Barcelone qui, le 4 mai 1937 ont fait la grève même dans les industries socialisées, ont donné, par leur sang une nouvelle confirmation à la théorie de la lutte des classes.

Les divergences entre la majorité de la Ligue et notre fraction, portait donc sur les questions fondamentales du communisme : sur celles du parti et de l'Etat. A part les désaccords sur la nature de la situation espagnole (elles aussi d'une importance capitale), l'enjeu du débat portait sur la politique à emprunter pour la construction du parti, pour la conquête du pouvoir.

En Espagne se joue le sort des millions d'exploités du pays, aussi bien d'ailleurs que le sort du prolétariat mondial tout entier. Lorsque l'on a dit aux ouvriers qu'ils peuvent mener une guerre, malgré la direction, que garde le capitalisme, lorsqu'on a dit aux ouvriers que les armes peuvent servir à la lutte pour le socialisme alors que la bourgeoisie détient le pouvoir et dirige les opérations, l'on est tombés de ce même fait dans le rang des contre-révolutionnaires.

De la scission du 20 février 1937, est résultée la constitution de la fraction belge de la gauche communiste internationale qui est désormais le seul organisme pouvant œuvrer pour la constitution du parti de classe du prolétariat et la C. E. de notre fraction souscrit pleinement à la classe contenue dans Déclaration des Principes de cette fraction et suivant laquelle, l'adhésion individuelle est considérée comme seule forme d'adhésion à la tâche grandiose qui est confiée aux militants communistes pour permettre à la classe ouvrière de construire son parti, l'instrument de la victoire du prolétariat belge et de tous les pays.

La C. E. de a fraction italienne de la gauche communiste internationale.